

Zone euro: quo vadis?

Dans le contexte de la crise de l'euro, on entend souvent que les pays européens actuellement en crise vivaient au-dessus de leurs moyens. Les causes de leurs problèmes sont cependant beaucoup plus complexes et notamment liées à la zone euro.

L'Union européenne (UE) regroupe à ce jour 27 États membres. 17 d'entre eux ont adopté l'euro et forment ainsi la zone euro. La Banque centrale européenne (BCE) en est la banque émettrice. En plus de maintenir la stabilité des prix, la BCE doit aussi mettre en œuvre la politique économique de la zone euro en vue de stimuler l'emploi et la croissance.

En considérant le rapport de force des 17 pays membres en termes de produit intérieur brut (PIB), on constate rapidement que l'Allemagne est l'incontestable numéro 1. Depuis l'introduction de la monnaie unique en 1999, la part du PIB allemand dans la zone euro s'élève à environ 30% (28% selon Eurostat, 2012). La part du PIB français dans le PIB européen est d'environ 20%. Ainsi, l'Allemagne et la France couvrent la moitié des activités économiques de l'ensemble des 17 pays formant la zone euro. Viennent ensuite l'Italie et l'Espagne avec respectivement 16% et 11%. La part du PIB des 13 autres pays de la zone euro est nettement inférieure à 10%. A titre d'exemple, les parts de l'Irlande et du Portugal, deux des pays en crise, atteignent pour chacun 1.7%. A la lumière de ces différences, on est tenté de conclure que les décisions de la BCE ne prennent pas en compte les intérêts de tous les pays membres de manière égale. Cela pose notamment des problèmes lorsque l'on observe de fortes disparités économiques et conjoncturelles entre les 17 pays de la zone euro. Et c'est précisément le cas depuis l'introduction de l'euro.

Revenons à l'année 2000, soit peu après l'introduction de l'euro en 1999, pour considérer sous un autre angle les causes des problèmes actuels des pays de la zone euro. A cette époque, l'Allemagne était qualifiée d'« homme malade de l'Europe ». L'Allemagne a été particulièrement touchée par le New Economy Crash. Pour éponger leurs dettes résultant de l'implosion de la bulle technologique, les ménages et les entreprises privées augmentaient alors leur taux d'épargne. Par conséquent, l'Allemagne, soit la plus grande économie de la zone euro, s'est retrouvée dans une période de croissance faible entre 2000 et 2005. La déflation devint même une préoccupation. A titre de comparaison : la croissance économique de l'Allemagne atteignait encore 3.1% pour l'année 2000, alors qu'elle s'élevait à -0.4% pour l'année 2003. La croissance économique de l'Espagne, un des pays de la zone euro actuellement en crise, s'élevait en 2003 à 3.1%.

La situation en Allemagne eut des conséquences directes sur les décisions de la BCE de baisser le taux directeur de 4.75% à 2% entre 2001-2003 et de le maintenir à ce niveau. Mais le niveau de ce taux d'intérêt était bien trop faible pour les autres pays de la zone euro. Ces derniers faisant désormais partie d'un espace monétaire plus vaste, ils n'étaient donc plus en mesure d'utiliser leurs propres instruments de politique monétaire et de change. Il en résulta une augmentation de plus de 100% des prix de l'immobilier entre 2000-2005 en Espagne, alors que ces mêmes prix ont baissé en Allemagne pendant la même période, bien que de façon marginale.

La politique monétaire expansionniste de la BCE mena à une surchauffe de l'économie dans plusieurs pays de la zone euro et parallèlement à une hausse disproportionnée des salaires dans ces mêmes pays. Leur compétitivité s'est également détériorée au fil des ans.

Les conséquences de ce développement systémique se traduisent actuellement par des taux de chômage record dans les pays en crise de la zone euro, parmi lesquels l'on peut citer la France, le numéro 2 de la zone euro au niveau économique.

Les inégalités au sein de la zone euro ne datent pas d'aujourd'hui. Mais durant la crise de l'euro, les tensions ont fortement augmenté au sein de la zone. Il n'est donc pas étonnant que l'acceptation politique de l'euro ait atteint son niveau le plus bas dans plusieurs pays. La question est donc posée : zone euro, quo vadis ?